

Pontoise, le 9 décembre 2025

INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet :

Exercice POI inopiné du 06/11/2025

Exploitants concernés :

**Société de Manutention de Carburants Aviation
(SMCA) & EXOLUM Aviation France**

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Version diffusable GEORISQUES

Établissement n°1	
Raison sociale	Société de Manutention Des Carburants Aviation (SMCA) SIRET : 308 268 499 00024
Adresse de l'établissement	Chemin de Livry - 95380 Chennevières-lès-Louvres
Activité	Dépôt pétrolier – partie réception
Régime	A - SSH
Établissement n°2	
Raison sociale	EXOLUM Aviation France SIRET : 844 649 517 00019
Adresse de l'établissement	Chemin de Livry - 95380 Chennevières-lès-Louvres
Activité	Dépôt pétrolier – partie expédition – Gestionnaire de la Plateforme de Chennevières-les-Louvres
Régime	A - SSH

1. PRÉSENTATION DE LA PLATEFORME INDUSTRIELLE

Plateforme industrielle de Chennevières-lès-Louvres :

Arrêté Ministériel du 18 novembre 2021 modifié fixant la liste des plateformes industrielles prévue par l'article L. 515-48 du code de l'environnement

SMCA	
<p>Classement ICPE :</p> <p>4734-2-a (A) – SSH</p> <p>1434 – 1 – a (A)</p> <p>4734-1-b (DC)</p> <p>Réglementation applicable :</p> <p>Autorisation initiale 13/05/1972</p> <p>AP du 06/05/1998 (autorisation extension)</p> <p>AP du 31/03/2008 (PPI)</p> <p>AP du 22/01/2010 (PPRT)</p> <p>APC du 07/04/2016 (SSP)</p> <p>APC du 12/05/2017 (SSP 2)</p> <p>AP d'autorisation environnementale du 28/05/2025</p> <p>(Transfert partiel)</p>	
EXOLUM Aviation France	
<p><u>Classement ICPE :</u></p> <p>4734-2-a (A) SSH</p> <p>1434-2 (A)</p> <p>4734-1-c (DC)</p> <p><u>Réglementation applicable :</u></p> <p>AP d'autorisation environnementale du 28/05/2025</p> <p>(Transfert partiel)</p>	

2. OBJET DU PRÉSENT RAPPORT

La plateforme industrielle de Chennevières-lès-Louvres, composée des sociétés **EXOLUM Aviation France** et **SMCA**, a fait l'objet d'un exercice d'activation du plan d'opération interne (POI) le 12 juin 2025 à 10h00 programmé à l'initiative de l'exploitant et gestionnaire de la plateforme EXOLUM Aviation, conformément à son arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 28/05/2025.

L'objet du présent rapport est de faire part à Monsieur le Préfet du Val-d'Oise des suites qu'il convient de donner à ces éléments.

3. CONTEXTE

L'exploitation du dépôt de carburacteur de Chennevières-lès-Louvres a été autorisée par deux arrêtés préfectoraux datés du 28 mai 2025 et adressés aux deux exploitants de la plateforme industrielle de Chennevières-lès-Louvres : EXOLUM Aviation France et la Société de Manutention des Carburants d'Aviation (SMCA).

Ce dépôt pétrolier est nécessaire à la réception, au stockage et à la distribution du carburacteur destiné à l'avitaillement des aéronefs sur la plate-forme aéroportuaire de ROISSY-CDG, propriété d'Aéroport De Paris (ADP).

Le site est situé en zone rurale, au nord de l'aéroport et de la ville d'Épiais-Lès-Louvres et au sud de Chennevières-lès-Louvres. À l'ouest du dépôt, accolé à celui-ci se trouve un terminal de TRAPIL, le transporteur par canalisations enterrées de carburant d'aviation depuis les raffineries havraises.

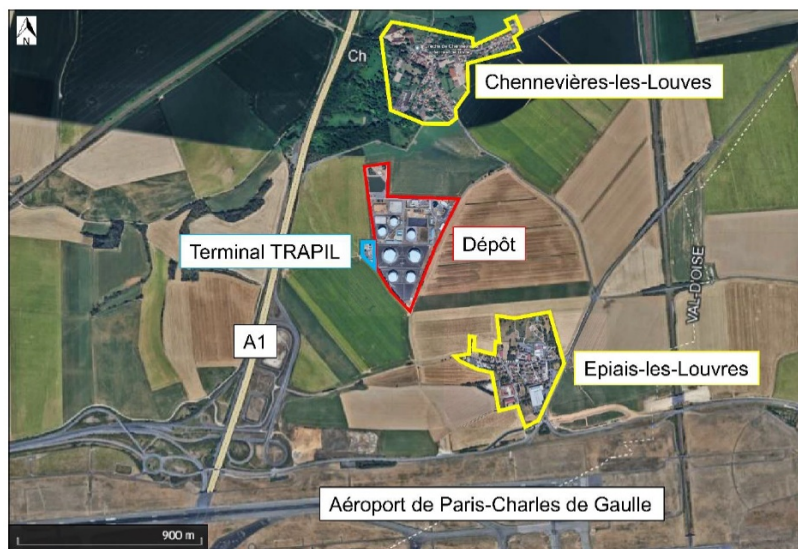


Figure 1: Localisation de l'installation

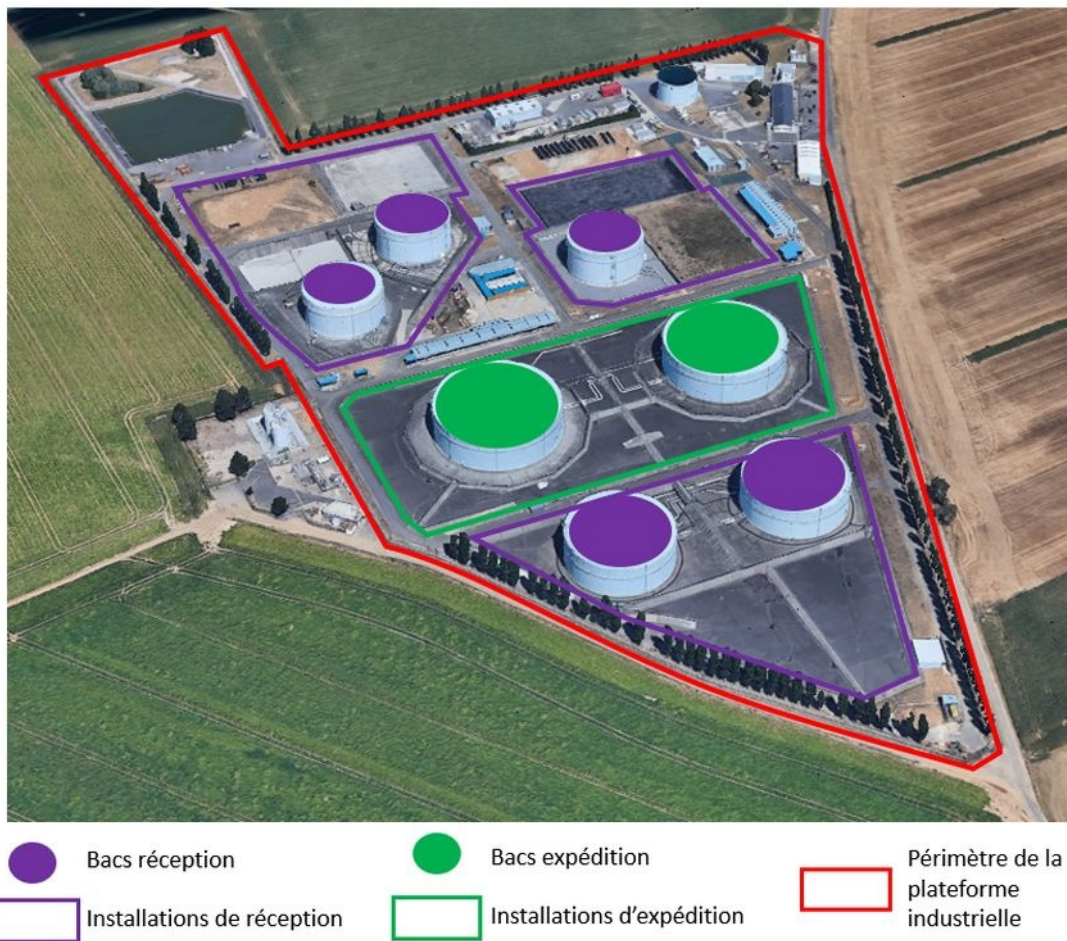


Figure 2: Représentation de la séparation des activités du dépôt

Un contrat de plateforme a été signé entre les 2 exploitants, SMCA et Exolum Aviation France, le 16 mai 2025. Dans ce contrat, la société Exolum Aviation France est identifiée comme gestionnaire de la plateforme industrielle. À ce titre, en plus des responsabilités identifiées dans le contrat concernant la gestion des services et des équipements mutualisés, la société Exolum Aviation France est responsable du déclenchement et de la mise en œuvre du POI, quelle que soit l'installation concernée. De plus, le commandement du POI est assuré par un Directeur des Opérations Internes (DOI) désigné parmi les équipes d'Exolum Aviation France.

4. DÉROULEMENT ET OBJECTIF DE L'EXERCICE

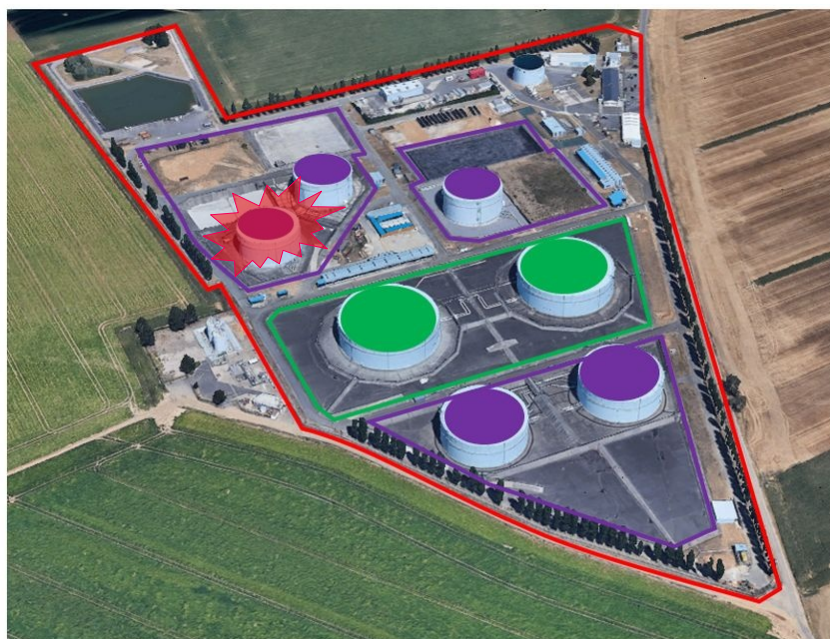
La plateforme industrielle de Chennevières-lès-Louvres, composée des sociétés EXOLUM Aviation France et SMCA, a fait l'objet d'un exercice inopiné d'activation du plan d'opération interne (POI) le 6 novembre 2025 à 10h00 déclenché par l'inspection des installations classées. Le SDIS 95 a participé activement à l'exercice en déployant un échelon de reconnaissance et d'évaluation (ERE) visant à anticiper les besoins d'engagement du SDIS en cas de dégradation de la situation.

Le scénario d'exercice sélectionné par l'inspection est une fuite puis un incendie dans la sous-cuvette du bac n°21 (scénario n°12 du POI). Ce bac d'un volume maximal de 22 600 m³ est utilisé pour la réception du carburant depuis le terminal TRAPIL et est exploité par la société SMCA. La société Exolum Aviation France, en tant que gestionnaire de plateforme, a la responsabilité de piloter intégralement le POI avec la participation secondaire de la SMCA qui se limite à coordonner

les actions de gestion de crise avec les installations de réception, à la demande du directeur des opérations internes (DOI).

L'objectif principal de l'exercice était de tester la communication entre les exploitants. Exolum Aviation France avait pour objectif de tester la défense contre l'incendie (DCI) du scénario n°12 et notamment le bon fonctionnement des équipements de défense contre l'incendie suivants :

- boîtes à mousse des cuvettes C1, C2, C3, bac n°21 et n°22 (simulé) ;
- couronne de refroidissement du bac n°11, n°21, n°22 (joué);
- les rideaux d'eau qui protègent le hangar filtration, le stockage filtre, la pomperie purges, la pomperie transfert et le local de réception TRAPIL (joué).



Cet exercice avait pour but de tester :

- l'application du plan d'opération interne ;
- l'application du schéma d'alerte et la réactivité des intervenants ;
- la communication entre les deux entités présentes sur site (SMCA et EXOLUM) ;
- la qualité du message transmis aux entités extérieures (services de l'État, communes, sociétés extérieures, etc.) ;
- la réalisation des actions relevant de la gestion de crise (activation des équipements de défense contre l'incendie présents sur site, déclenchement des obturateurs des réseaux d'eaux, etc.) ;
- l'anticipation de l'évolution de la situation.

L'équipe d'inspection était composée de 4 inspecteurs de l'environnement à la DRIEAT.

L'équipe d'inspection s'est séparée afin de pouvoir observer l'activité dans la cellule POI et dans les postes de contrôle SMCA et EXOLUM en parallèle. Un inspecteur s'est également dirigé sur le terrain afin de suivre l'évacuation du site et de vérifier le fonctionnement des équipements de lutte contre l'incendie prévus dans le scénario joué.

5. CONSTATS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Suite à cet exercice, l'inspection des installations classées a établi les constats suivants :

Observation n°1 (pour EXOLUM) : L'alarme POI doit être déclenchée le plus rapidement possible suivant la détection de l'accident afin de mettre en sécurité le personnel présent sur site, et potentiellement les riverains.

Observation n°2 (pour SMCA) : il est attendu une traçabilité au fil de l'eau et sur un support adapté des événements survenant sur les installations du site afin de pouvoir les restituer de manière fiabilisée en cellule POI.

Observation n°3 (pour EXOLUM et SMCA) : Il convient que les chefs de quart soient formés et entraînés pour diffuser et réceptionner des informations claires, fiables et concises. Les exploitants doivent apporter une vigilance sur ce point lors des prochains exercices.

Observation n° 4 (pour EXOLUM) : EXOLUM doit s'assurer que les échanges entre la salle de contrôle et la cellule POI soient directs, fluides et intelligibles dans les 2 sens de communication.

Observation n°5 (pour EXOLUM) : EXOLUM doit s'assurer que tous les acteurs chargés de communiquer vers l'extérieur (SDIS, préfecture, TRAPIL, etc.) lors de l'exécution d'un plan d'urgence bénéficient de moyens de communication opérationnels.

Observation n°6 (pour EXOLUM) : EXOLUM doit réfléchir à un moyen permettant d'accélérer le délai de transmission des informations et du déclenchement du POI aux entités extérieures.

Observation n°7 (pour EXOLUM) : L'exploitant doit compléter l'équipement de sa salle de crise avec un système permettant une communication fiable entre la salle de contrôle EXOLUM et la cellule POI.

Observation n°8 (pour EXOLUM) : il est primordial que le DOI, ou tout autre membre de la cellule POI, s'assure, dès les premières minutes après la réception de l'alerte, que le bon scénario soit actionné au niveau de l'automate DCI.

Observation n°9 (Pour EXOLUM) : des recyclages réguliers de formation doivent être envisagés sur la manipulation de l'automate de la défense contre l'incendie (DCI).

Observation n°10 (Pour EXOLUM) : en période de présence de personnel sur site, il conviendrait qu'un deuxième agent puisse venir épauler le chef de quart EXOLUM afin de confirmer les actions à entreprendre.

Observation n°11 (pour EXOLUM) : il convient que l'exploitant réalise la réparation de cet équipement. En cas de besoin, la fréquence de maintenance des GMP doit être revue afin que ces équipements soient en capacité de fournir à tout instant les débits d'alimentation en eau et en émulseur dans les temps prévus par le POI.

Observation n°12 (pour EXOLUM) : il convient que l'exploitant s'assure du bon fonctionnement de l'ensemble de son réseau de défense contre l'incendie. La mise en place de tests réguliers et d'opérations de maintenance en cas de dysfonctionnement, même mineur, est à mettre en place par l'exploitant.

Observation n°13 (pour EXOLUM) : la stratégie de défense contre l'incendie adoptée par la cellule POI doit davantage être discutée avec le chef de quart EXOLUM chargé de paramétrer l'automate DCI en temps réel.

Observation n° 14 (pour EXOLUM et SMCA) : les exploitants justifieront leur choix d'écarter dans le POI toute réflexion relative au soutirage de bac dans le cadre de la stratégie de défense contre l'incendie.

Observation n°15 (pour EXOLUM et SMCA) : le DOI doit davantage solliciter l'avis du personnel de la SMCA présent en cellule POI sur la stratégie de défense contre l'incendie adoptée, surtout lorsqu'il s'agit des installations de la SMCA. À l'inverse, le personnel de la SMCA doit davantage s'inclure et participer aux réflexions de la cellule POI afin de conseiller le DOI sur la stratégie à adopter concernant la protection des installations de la SMCA.

Observation n°16 (pour EXOLUM et SMCA) : les exploitants justifieront le choix retenu de ne pas dédoubler les alarmes des MMR des installations de la SMCA jusqu'en salle de contrôle EXOLUM, gestionnaire de plateforme et responsable de la DCI. Selon les éléments avancés par les exploitants, l'Inspection se réserve la possibilité de proposer à Monsieur le préfet de prescrire ce dédoublement par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

Observation n°17 (pour EXOLUM et SMCA) : il convient que les exploitants justifient la protection de la salle de contrôle de la SMCA qui est comprise dans les zones d'effets létaux de certains phénomènes dangereux de l'EDD.

6. CONCLUSION

Dans le cadre du transfert partiel d'activité du dépôt pétrolier de Chennevières-lès-Louvres et de la mise en œuvre du contrat de plate-forme entre les deux sociétés **EXOLUM AVIATION FRANCE** et **SMCA**, un exercice d'activation inopiné du POI à l'initiative de l'inspection des installations classées a été réalisé le 6 novembre 2025 à 10h00. L'exploitant avait été au préalable prévenu qu'un exercice inopiné serait réalisé au cours de l'année 2025 mais sans en connaître la date.

L'Inspection des ICPE et le SDIS ont participé à cet exercice dont le scénario a été choisi par l'inspection.

Des points positifs ont été constatés lors de cet exercice POI : la fermeture rapide des vannes d'alimentation du bac n°21, l'arrêt du transfert de produit entre les parties « réception » et « expédition » du dépôt, l'évacuation vers le point de rassemblement de tout le personnel présent sur site, la prise en compte de l'individu sur le toit du bac n°21 ou encore une organisation rapide de la cellule POI avec les agents de la SMCA.

Toutefois, il ressort globalement de cet exercice une communication et une coordination à améliorer entre les deux exploitants, que ce soit au niveau des deux salles de contrôle ou au niveau de la cellule POI.

Au total, **17 observations ont été formulées par l'Inspection**. Au regard de la sensibilité de certaines observations, l'Inspection demande à l'exploitant de lui indiquer, sous un mois, les mesures correctives qu'il a prises ou qu'il prévoit de prendre pour y répondre.